

Le PCF, qui survit à l'ombre du PS dans nombre d'exécutifs locaux, cherche à ne pas disparaître. Après s'être rangé derrière Mélenchon en 2012 et 2017 (après les 1,93 % de l'ancienne ministre Marie-Georges Buffet en 2007), il vient de désigner Fabien Roussel pour 2022. Plein d'entrain, ce dernier a déclaré : « *soit je décolle et c'est une chance pour la gauche, soit je reste au ras des pâquerettes et ça ne change rien pour la gauche* »...

Quant à Mélenchon, « *prêt à gouverner demain* », l'ambiance de 2017 et ses 19,57 % sont bien loin. Ses 17 députés, sa surface médiatique, sa stratégie « fine » d'alliances s'adaptant aux possibilités locales qui vont d'un transfuge de LREM au... « *porte-parole national du NPA* » en passant par bien des combinaisons différentes, rien n'y fait, les sondages restent à ce jour de marbre. Jusqu'à son meilleur ami, Ruffin, qui évite soigneusement de se prononcer sur sa candidature : « *J'attends de voir, je me donne mon temps, j'ai mon agenda* ».

La mouvance « écologiste », elle, est en pleine agrégation-désagrégation, oscillant de Lepage, ancienne ministre de Sarkozy, ou Orphelin, député ex-LREM, aux différents courants concurrents d'EELV. Voulant croire son heure venue mais dévorée d'ambitions rivales et confrontée à l'exercice délicat du pouvoir dans de grandes villes, sa route n'est pas des plus tranquilles.

Rivaux ici, alliés là, les différents bouts de la gauche se disputent le leadership sans autre perspective que de gérer le capitalisme à travers la collaboration de classe. Tous se situent dans le cadre institutionnel, l'Etat de la bourgeoisie, aucun ne remet en cause la propriété capitaliste. Comme s'il pouvait y avoir la moindre issue à la catastrophe dans laquelle la faillite du capitalisme plonge les classes populaires, la jeunesse, sans arracher le pouvoir des mains des classes dominantes, sans expropriation des multinationales de l'industrie et de la finance sans indemnité ni rachat.

« Comment en sortir » ?

Une récente étude de l'Observatoire des multinationales dénonce : « *En ce printemps 2021 [...] alors que les groupes du CAC 40 continuent à bénéficier d'aides publiques massives... ils s'apprêtent à verser plus de 51 milliards d'euros à leurs actionnaires. Soit 22 % de hausse par rapport à l'année passée, alors que le résultat net agrégé du CAC 40 s'est effondré de plus de 55 %* ». [1]

Dans un article de Médiapart sur le sujet, Laurent Mauduit, qui semble découvrir que « *l'État est en fait complice de ce capitalisme prédateur, puisqu'il agit comme lui, et sert d'abord ses intérêts* » s'inquiète : « *on sent bien que le capitalisme financiarisé connaît une phase d'emballage ; et que le fond du problème n'est pas seulement le partage des richesses entre le capital et le travail* ». « *Les dérives de ce capitalisme financier soulèvent un débat majeur : comment en sortir ? La survie de la gauche dépend de la réponse qu'elle y apportera* ».

[1] <https://multinationales.org/Allo-Bercy-Pas-d-aides-publiques-aux-grandes-entreprises-sans-condition>

Comme si la gauche institutionnelle, gouvernementale, pouvait apporter une réponse aux « dérives » du capitalisme par quelques mesures contraignantes, comme si ce n'était pas la marche même du capitalisme, la course effrénée, aveugle aux dividendes, la concurrence généralisée, la menace permanente d'un krach qui entraînaient les travailleurs et les classes populaires du monde entier dans une spirale d'exploitation, de misère et de violence. Le fond du problème n'est pas, en effet, « *seulement le partage des richesses entre le capital et le travail* », il est bien le fonctionnement même de la société, de l'économie, la question de son contrôle par les travailleurs, les classes populaires et la nécessité vitale, ici comme à l'échelle internationale, d'exproprier le capital, d'enlever à une minorité parasite les moyens de nuire.

Des programmes qui se situent dans le cadre de la domination capitaliste, de l'Etat de la bourgeoisie

Roussel, qui n'a pas de mots assez forts pour condamner « *la finance* » et entend « *tourner la page des heures tristes et renouer avec les jours heureux* », n'a pas tardé à montrer son sens des responsabilités, faisant de la question sécuritaire une priorité de sa campagne. « *Il est important de montrer que la gauche sur ce sujet porte des propositions. Ma gauche en tout cas, sur cette question, ne sera pas laxiste* » a-t-il assuré, promettant la création d'une police nationale de proximité de 30 000 hommes et femmes et appelant à « *écrire noir sur blanc 30 ans de prison minimum pour un crime à l'encontre de tout détenteur de l'autorité publique* » après la mort d'un policier à Avignon.

Mélenchon a lui sobrement tweeté « *Honneur à la victime. Guerre aux trafiquants. Pas de récupération politicienne* ». LFI n'est pas en reste sur la question de l'Etat, de sa justice et de sa police. « *L'Avenir en commun* », programme du candidat Mélenchon, explique ainsi « *La République a besoin d'une justice, mais également d'une police qui lui soit loyale, et attachée aux principes de l'État de droit* ». Il entend « *augmenter globalement les effectifs de la police nationale et de la gendarmerie* » et appelle à mettre « *la jeunesse au service de l'intérêt général et de la sûreté de la Nation : créer un service citoyen obligatoire et une garde nationale* »... Comme si l'Etat, la Nation, la Patrie étaient des notions neutres, et non au service des possédants et de leur « ordre » !

Le PCF comme LFI raisonnent dans le cadre de la société capitaliste qu'ils se proposent de gérer, comme la « gauche » l'a toujours fait, comme eux-mêmes le font là où ils en ont l'opportunité dans les exécutifs locaux ou l'ont fait hier au gouvernement.

Leur politique économique en découle. L'Avenir en commun appelle à « *mettre fin au pillage économique de la Nation* », à « *instaurer un protectionnisme solidaire pour produire en France et assurer notre indépendance* », à « *moduler l'impôt sur les sociétés selon l'usage des bénéfices pour encourager l'investissement en France* »...

L'ensemble des mesures qu'ils envisagent visent à tenter d'imposer une « *autre répartition des richesses* » au patronat. Ils proposent ainsi « *d'instaurer un quota de travailleurs précaires dans les entreprises, 10 % dans les PME, 5 % dans les grandes entreprises* ». Lors d'une conférence de presse présentant cette semaine la partie du programme consacrée au « *progrès social et humain* », Clémence Guetté et Manuel Bompard qui en sont les coordinateurs annonçaient l'objectif du plein emploi, des 32 heures, d'une « *garantie dignité* » assurant à tous l'équivalent du seuil de pauvreté (1063 euros), la proposition d'un emploi ou d'une formation payés au SMIC à toute personne perdant son emploi... Autant de « *mesures* », expliquaient-ils, destinées à être débattues « *avec les autres organisations politiques de gauche pour finaliser le programme* ».

Pas question d'interdire les licenciements, d'ouvrir les livres de comptes, d'en finir avec le secret bancaire et commercial, d'imposer le contrôle des travailleurs sur l'économie...

« Refermer la parenthèse ouverte en 83 » ?

« *1981 aurait dû être le début d'une nouvelle épopée lancée par les français, une révolution. Et d'ailleurs ceux qui avaient préparé cet événement pensaient qu'ils allaient faire une révolution [...] Le but était de faire de la France une société socialiste. C'était le dénominateur commun de toute la gauche politique* » a assuré Mélenchon lors de la conférence donnée le 10 mai [2], pointant du doigt ceux qui pensent « *que rien ne valait la peine. C'est une façon de propager l'idée qu'aucun changement n'est possible, sinon dans le sens de toujours plus de libéralisme [...] et on va rabâcher sur tous les tons le tournant de 83 [...] c'est être passé à côté du sens des événements dont nous sommes les héritiers* ». Oubliés les licenciements massifs dans les aciéries, le renflouement des « *fleurons* » de la bourgeoisie française « *nationalisés* » pour mieux les restructurer à coups de plans massifs de licenciements et d'investissements tout aussi massifs avec les fonds publics... avant de les reprivatiser pour une bouchée de pain. Oubliées les conséquences sociales, politiques dramatiques pour le monde du travail, les cadeaux royaux faits aux réactionnaires, à l'extrême droite qui remportait une première victoire politique à Dreux dès 1983...

Mélenchon croit « *à la sincérité de ceux qui nous ont parlé d'une pause* ». Le problème, explique-t-il droit dans les yeux, c'est que « *l'absence de mobilisation populaire est un des facteurs essentiels d'explication de ce qui s'est passé en 1983* ». Les travailleurs n'ont pas été à la hauteur de ses attentes. Le reste, c'est la situation internationale, l'offensive capitaliste, la propagande hostile, « *trois dévaluations, le contrôle des changes, l'emprunt forcé... il régnait une atmosphère d'effacement [...] l'action permanente de la droite, le chômage qui augmentait dans tous les pays...* ».

1983 ne serait donc qu'« *une parenthèse pas refermée* » et 1981 « *une révolution suspendue* ». « *Le processus* [2] <https://www.youtube.com/watch?v=KpqO9Af0Z1Q&t=3swatch?v=KpqO9Af0Z1Q&t=3s>

est resté suspendu jusqu'à ce que l'histoire le ramène sur le devant de la scène, nous verrons quand et comment, et pourquoi pas dès 2022 »... D'autant que les « *motifs d'enthousiasme et l'optimisme* » ne manquent pas : c'est « *plus facile pour nous en 2022 avec Biden qui vient de prendre des mesures fiscales, sociales et économiques extrêmement proches de ce que nous-mêmes nous proposons ici pour notre pays* »... même s'il reste une ombre au tableau, il est « *resté productiviste* ».

La boucle est ainsi bouclée, et la suite est simple : « *Accordons-nous sur les données concrètes d'un programme et le reste nous sera donné par surcroît* invite-t-il. *Aujourd'hui il y a ce programme, c'est l'avenir en commun [...] Je pourrais le mettre en application demain s'il le fallait* ».

Ce conte pourrait faire sourire si les enjeux n'étaient si essentiels pour le monde du travail et au-delà l'ensemble de la population. Comme si face à l'effondrement annoncé, la question était de décliner une succession de bonnes mesures et d'aligner les cahiers thématiques, qui plus est d'un point de vue essentiellement français ! Comme si l'urgence pour les militant.es du monde du travail, de toutes celles et ceux qui veulent bâtir un autre monde, n'était pas d'essayer de prendre la mesure des bouleversements en cours et de ce que la décomposition du capitalisme, sa violence portent à la fois de dangers mais aussi de révoltes, de mobilisations des exploité.es et opprimé.es du monde entier les amenant à postuler eux-mêmes et elles-mêmes au contrôle, à l'organisation et à la direction de l'économie et de la société !

Prendre la mesure des bouleversements politiques, porter la nécessité du contrôle des travailleurs sur l'économie

Les trompettes de cette « *gauche* » sonnante « *l'unité pour changer les choses maintenant* » sont quelque peu fêlées. Si des travailleur.ses, des militant.es voudraient pouvoir y croire, l'évidence de l'impasse s'impose face à la gravité de la situation. La gauche institutionnelle, qu'elle soit parlementaire ou syndicale, est en crise, incapable d'apporter des réponses à la faillite capitaliste car il ne peut y en avoir dans le cadre de ce système. Elle ne peut échapper à l'implosion et la décomposition en cours.

Il nous faut prendre la mesure de l'effondrement politique général, dont le tournant réactionnaire qui s'accélère est une des composantes, alors que les antagonismes de classes s'exacerbent.

Tout dans la situation invite les révolutionnaires à porter la perspective et la nécessité du contrôle des travailleurs sur l'économie et la société, l'urgence que ce soient les producteurs eux-mêmes qui décident de la production, l'organisent en fonction des besoins déterminés par les classes populaires elles-mêmes. La perspective révolutionnaire, socialiste et communiste prend chaque jour une actualité plus grande.

Dans ce contexte, la campagne des régionales aurait pu être l'occasion pour les courants révolutionnaires de se

regrouper pour porter cette perspective, malgré le peu d'intérêt qu'y accorde le monde du travail tant le cirque électoral, les manœuvres des appareils sont loin des préoccupations populaires. On ne peut que regretter que le NPA en tant que tel n'ait pas été en mesure de porter cette politique dans ces élections et que les militants qui s'y sont engagés le fassent de la pire des manières aux côtés de LFI. Nous appellerons donc, comme de nombreux militants du NPA, à voter partout pour les listes présentées par Lutte Ouvrière, les seules qui se situent en totale indépendance des politiques institutionnelles, dans le camp des travailleurs. Nous le ferons en menant notre propre campagne et, en particulier, en portant la nécessité de

l'unité des révolutionnaires qui s'ignorent aujourd'hui de façon irresponsable.

A moins d'avoir la prétention quelque peu déraisonnable d'avoir seul la vérité révélée et la recette de la révolution, il est de la responsabilité commune des courants révolutionnaires de se regrouper, de débattre, d'essayer de formuler un programme pour le monde du travail, ses luttes, posant la question du pouvoir, de la révolution. Tout dans la situation devrait pousser à construire un tel cadre de débat, d'élaboration, d'organisation appelant à en être partie prenante toutes celles et ceux qui, aujourd'hui, veulent changer le monde.

Isabelle Ufferte

Pour que le mouvement des femmes impulse et dynamise la lutte pour l'émancipation de toutes et tous

Le 25 avril dernier, la Marche lesbienne appelée par le collectif Collages lesbiens, a réuni près de 10 000 manifestant.e.s à Paris. Elle dénonçait le rejet par le sénat, le 4 février dernier, de la PMA pour tout.e.s, gratuite, une promesse de campagne de Hollande puis de Macron. Votée cet été à l'Assemblée, elle a été retoquée par les sénateurs réactionnaires de LR, qui défendent les valeurs rétrogrades de la famille catholique traditionnelle, salués par la *Manif pour tous* et la non moins réactionnaire association « *Marchons, enfants !* ».

Soutenues par l'Église et l'extrême-droite, ces associations intégristes exercent une pression continue pour défendre l'ordre patriarcal, la famille traditionnelle hétérosexuelle qui enferme la femme dans le rôle subalterne de servante et procréatrice, pilier de l'ordre moral et social de la bourgeoisie.

Mais la PMA pour tout.e.s, gratuite, comme le mariage pour tou.te.s, s'impose aujourd'hui comme une évidence, un droit démocratique lié à la modernisation de la société, à la dissolution de la famille patriarcale et au développement de formes nouvelles de la famille.

Macron ne cesse de reculer face à cette offensive idéologique réactionnaire qui accompagne l'offensive des classes dominantes contre le monde du travail et les classes populaires et, chassant sur les terres de Marine Le Pen et du RN, il a multiplié les appels du pied à la hiérarchie catholique, l'encourageant dès son arrivée au pouvoir à « *nourrir de sa réflexion le débat sur les lois de bioéthique* ».

Son prédécesseur Hollande avait repoussé la discussion sur la PMA pour tout.e.s jusqu'à son abandon et avait piteusement reculé en 2014 en rangeant dans les tiroirs les ABCD de l'égalité, un programme scolaire qui visait à sensibiliser les élèves dès la maternelle aux questions de genre et lutter contre les inégalités entre filles et garçons, un programme accusé par les milieux catholiques intégristes de prôner l'« *indifférenciation sexuelle* », de « *détruire le modèle hétérosexuel de la famille* ».

Ils n'ont de cesse de combattre la théorie du genre, qui décrit les stéréotypes, la construction sociale de normes qui imposent un rôle à chaque sexe, à la base des inégalités entre les hommes et les femmes, des violences de toutes sortes dont les femmes sont victimes, de leur surexploitation.

L'offensive économique et idéologique du capitalisme en faillite contre les classes populaires et les travailleur.se.s, remet partout en cause les droits conquis et tout particulièrement ceux des femmes. En retour, un vaste mouvement des femmes a émergé ces dernières années à travers le monde, qui conteste l'oppression patriarcale dans tous les domaines de leur vie, privée comme au travail.

C'est un incontestable renouveau du mouvement des femmes, à une échelle bien plus large et sur des bases bien plus radicales que dans le passé, un mouvement porteur d'émancipation pour tout.e.s les exploité.e.s. Il se pose à lui de nouvelles questions car l'offensive réactionnaire pour défendre l'ordre établi donne à la lutte pour l'égalité et pour les droits démocratiques un contenu révolutionnaire au sens où elle est inévitablement conduite à contester la logique de la défense du patriarcat indissociable de la propriété capitaliste.

Il nous pose le problème des perspectives à formuler pour le mouvement des femmes, en lien avec celui de tous les exploités. Comment contribuer à la prise de conscience que le combat des femmes constitue une des forces motrices du combat de tous les exploités pour l'émancipation, qu'il est le combat de toutes et tous ? Comment, dans cet objectif, dépasser les limites des conceptions purement féministes ?

L'offensive sociale et idéologique réactionnaire des classes dominantes... contre les droits des femmes

Partout dans le monde, les femmes sont les premières victimes des ravages de la pauvreté, de l'exclusion, des emplois les plus précarisés, dévalorisés, du développe-

ment de l'économie informelle, des migrations. Cette régression de la condition des femmes a été accélérée et renforcée par la pandémie. Ce sont aussi les violences sexistes, sexuelles, religieuses, les féminicides, qui sont en forte progression, expression d'une société capitaliste barbare en décomposition qui maintient sa domination à travers le patriarcat. Une société dans laquelle le viol se répand comme une arme de guerre en toute impunité en Afrique et au Moyen-Orient, qui exploite des dizaines de milliers de femmes et de migrantes comme esclaves sexuelles dans les zones de conflits, esclaves domestiques séquestrées, des centaines de millions mariées de force, mineures pour la plupart. Une société dans laquelle des dizaines de milliers de femmes meurent chaque année dans le monde sous les coups de leur conjoint, à l'image d'un des derniers en date, l'atroce assassinat de Chahinez brûlée vive par son conjoint dans la banlieue de Bordeaux.

Le droit à l'avortement est remis en cause dans de nombreux pays, en particulier avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements d'extrême-droite ou de droite extrême, comme au Brésil, en Hongrie, en Pologne qui s'est traduite par une attaque en règle contre les droits des femmes, contre l'égalité, au nom de la « *réhabilitation des valeurs traditionnelles de la Famille* ». L'une des premières décisions de Trump président, dans un des pays les plus modernes du monde, a été de supprimer le financement des organismes pratiquant des avortements aux États-Unis et dans d'autres pays. En 2018, les femmes espagnoles sont descendues par dizaines de milliers dans la rue pour défendre ce droit.

En février 2019, un rapport du Parlement européen pointait le « *recul des droits des femmes et de l'égalité hommes-femmes dans l'Union* », dans tous les domaines de la protection sociale, l'éducation, la santé, l'égalité salariale, les droits sexuels et reproductifs ou encore les violences faites aux femmes.

Face à l'offensive réactionnaire, le mouvement des femmes pour leurs droits, contre le patriarcat, remet en cause l'ordre social établi et la propriété privée

En quelques années, un vaste mouvement de masse des femmes a déferlé sur la planète, de la vague #MeToo qui a fait le tour du monde en 2017, aux mobilisations pour le droit à l'avortement et à l'égalité, en passant par toutes les luttes dans lesquelles les femmes ont été en première ligne dans les révolutions arabes ou Black Lives Matters aux USA, contre le racisme et les violences policières.

En octobre 2018, Le Monde titrait « *#MeToo, du phénomène viral au mouvement social féminin du XXIe siècle* ». La révolte des femmes contre le patriarcat de l'Argentine à l'Espagne, l'Inde, la Pologne... sous ses multiples formes, explose dans un vaste mouvement de sororité internationale.

Intégrées massivement sur le marché du travail mondialisé, sur tous les continents, les femmes, arrachées à l'ar-

riération du patriarcat des campagnes et des villages, -un progrès considérable-, ont intégré le monde du travail, les secteurs modernes de la production, conquis des droits sociaux et démocratiques. Elles représentent aujourd'hui la moitié de la population active mondiale. Elles aspirent à l'égalité et à la liberté, qui entrent violemment en conflit avec le patriarcat et les idéologies réactionnaires et préjugés rétrogrades.

Chaque lutte des femmes dans un pays devient celle de toutes les femmes.

En Espagne, en 2018, 5,3 millions de femmes en colère se sont mises en grève pour réclamer la fin des discriminations de genre dans le monde du travail. L'année suivante, leur mobilisation contre les restrictions du droit à l'avortement, a été soutenue dans de nombreux pays par des dizaines de milliers de femmes. En 2015 et 2016, dans plusieurs villes d'Argentine, les manifestations massives contre le féminicide sous le slogan « *Ni una menos* » (pas une de moins) avaient été suivies en Uruguay, au Chili et au Pérou. De même que des centaines de « *Women's march* » dans de très nombreuses villes du monde, avaient eu lieu à l'appel des femmes américaines contre le machisme grossier de Trump qui avait tenu des propos sexistes et haineux contre les femmes tout au long de sa campagne. Plus de 2 millions de personnes y avaient pris part le lendemain de l'intronisation de Trump.

Le mouvement des femmes s'inscrit dans la lutte globale des classes exploitées contre l'exploitation capitaliste. En luttant contre le patriarcat, il pose le problème d'en finir avec l'ordre social capitaliste et la propriété privée.

Le patriarcat qui assigne la femme au rôle de procréatrice au sein de la famille patriarcale monoparentale pour la transmission de la propriété de l'homme à une descendance incontestée, est né avec l'apparition de la propriété privée et des sociétés de classes, et sa disparition est la condition pour en finir avec le patriarcat.

C'est cette compréhension matérialiste, scientifique de l'origine et de l'histoire du patriarcat, des mécanismes de cette oppression, qu'Engels formulait dans son ouvrage *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* publié en 1884, qui dotait la lutte des femmes, « *la première classe opprimée* » des bases scientifiques pour son émancipation.

Il écrivait : « *Les tâches domestiques devinrent alors une affaire « privée » et la femme se retrouva confinée au foyer familial* ». Ce fut « *la défaite historique du sexe féminin* ». Il écrivait : « *L'homme a pris aussi le commandement dans le foyer ; la femme a été dégradée et réduite à la servitude ; elle a été transformée en esclave de sa luxure et en un simple instrument pour la production d'enfants* ».

Le patriarcat a maintenu les femmes dans ce rôle à travers toute l'histoire des sociétés de classes, mais c'est avec la bourgeoisie que la famille patriarcale a imposé le plus crûment à la femme la domination du capital.

Dans le *Manifeste du parti communiste*, Marx et Engels écrivaient : « *Abolition de la famille ! Même les radicaux*

les plus avancés s'indignent de cet infâme dessein des communistes.

Quelle est la base de la famille actuelle, de la famille bourgeoise ? Le capital, le gain individuel. Pleinement développée, elle n'existe que pour la bourgeoisie ; mais elle a pour contrepartie, la privation de famille imposée aux prolétaires et la prostitution publique.

La famille du bourgeois cesse naturellement d'exister en même temps que son complément, et tous deux disparaissent en même temps que le capital ».

Plus que jamais aujourd'hui, l'intégration mondialisée des femmes à la production et au salariat donne une réalité très concrète à ce qu'écrivaient Marx et Engels. Elle contribue à la dissolution de la famille patriarcale bourgeoise vers d'autres formes, familles recomposées, monoparentales, homoparentales... qui préfigurent d'autres relations familiales, et crée les conditions pour en finir avec le patriarcat.

Pour un mouvement féministe qui fasse du combat des femmes pour leur émancipation celui de tous les exploités

Le mouvement féministe actuel, dans ses différentes composantes est aujourd'hui confronté au mouvement mondial des femmes. Mais l'absence d'une boussole de classe, de notre camp social, laisse le champ libre à la théorisation de chaque révolte ou exigence sans réussir encore à développer une perspective globale.

Le mouvement des femmes et des LGBTIQ a libéré les femmes de leur seule fonction de procréatrices, affirmant une sexualité pour le plaisir séparée de la reproduction, une avancée majeure dans la lutte des individus pour leur émancipation.

En France, les mouvements #Me too, la « Marche des grandes gagnantes ! On arrête toutes ! », les colleuses... participent de ce renouveau mondial d'un mouvement féministe rajeuni, d'une libération de la parole et des corps, qui revendique l'égalité et lutte contre la domination masculine sous toutes ses formes. C'est une formidable avancée qui inscrit la lutte de libération des femmes dans la perspective de la lutte de toutes les femmes, salariées, premières de corvées dans les secteurs les plus exploités du ménage, de l'hôtellerie, restauration, des services à la personne, la santé... dans celle de la lutte de tous les exploité.e.s pour en finir avec l'exploitation.

La théorie de l'intersectionnalité, formulée en 1989 par l'afro-féministe américaine Kimberlé Crenshaw voulait rendre compte et intégrer les oppressions croisées du sexisme et du racisme subies par les femmes afro-américaines aux Etats-Unis dans un féminisme qui était essentiellement celui des femmes privilégiées blanches. Sans boussole de classe, le féminisme intersectionnel a évolué aux Etats-Unis même, et plus tard en Europe, vers la théorisation de revendications spécifiques de sexe, de genre, de « race », sans réussir à englober toutes ces oppressions dans une même lutte contre l'oppression de classe pour le renversement du capitalisme.

D'autres évolutions sont apparues avec les théories queer, initiées par la féministe américaine Judith Butler en 1990 dont le livre « *Trouble dans le genre* » a été traduit en France en 2005. Elle y décrit le genre comme une construction sociale, qu'elle élargit au sexe biologique, niant la réalité d'un sexe biologique qui est notre lien à la nature, au monde animal dont l'humanité est partie intégrante. Une construction idéaliste qui veut répondre à la révolte profonde et à la souffrance de femmes et d'hommes contre l'oppression insupportable du patriarcat et l'assignation à un genre. Les progrès de la science et de la médecine peuvent permettre de changer de sexe, mais ils ne peuvent être une réponse aux souffrances engendrées par le patriarcat, par l'oppression et les discriminations, par les rapports sociaux qui, dans leurs multiples manifestations, trouvent leurs racines dans les rapports de domination et d'exploitation de classe.

Quelles que soient les oppressions, et il n'y a pas de hiérarchie entre elles, la lutte contre les discriminations ne se divise pas, elle est indissociable de la lutte globale contre le capitalisme.

Donner un contenu de classe, révolutionnaire à l'intersectionnalité, celui de la convergence des combats

L'émancipation des femmes nécessite de donner aux théories intersectionnelles qui décrivent la réalité des multiples oppressions des femmes, un contenu de classe qui unifie les combats, les intègre dans un même combat révolutionnaire. Parce qu'il en fait « *les prolétaires des hommes* », les plus exploitées, victimes de toutes les oppressions, les femmes, en luttant contre le patriarcat, sont à l'avant-garde d'un combat qui résonne à l'unisson d'un bout à l'autre de la planète et qui, même si les femmes ne constituent pas une classe sociale en elle-même prend aujourd'hui un contenu révolutionnaire, de classe.

On les a vues en tête des révolutions arabes contre les dictatures et la démocratie, des mobilisations contre le racisme et les violences policières comme aux États-Unis dans le mouvement Black Lives Matter. Elles sont au premier plan dans les luttes et résistances d'Amérique Latine ou d'Afrique contre les conséquences du pillage des ressources et la destruction de la planète, ou dans les pays d'Asie contre l'exploitation féroce des multinationales du textile qui impose aux ouvrières des conditions inhumaines dans des ateliers insalubres.

Surmonter les divisions, faire de la lutte contre chaque discrimination, chaque oppression, une lutte convergeant vers une perspective commune d'émancipation est une condition pour que le mouvement des femmes puisse porter la perspective de notre émancipation indissociable de l'émancipation de tous les exploités, de l'émancipation collective.

Pas de combat pour l'émancipation sans combattre les religions de toutes obédiences, instruments de soumission des femmes

Les femmes ne peuvent lutter pour leurs droits, leurs libertés, sans combattre les religions, quelles qu'elles soient. Les religions participent de l'oppression sociale, instrument idéologique des classes dominantes en prônant la soumission, la morale de l'ordre établi. Elles sont le principal allié de tous les pouvoirs, des impérialismes et puissances régionales partout dans le monde pour imposer aux peuples l'aggravation de l'exploitation. L'offensive des religions qui accompagne l'offensive du capitalisme mondialisé est particulièrement violente et meurtrière envers les femmes. Partout dans le monde, les religions de toutes obédiences imposent des reculs considérables à leur condition, y compris dans les pays les plus avancés comme on l'a vu avec la remise en cause du droit à l'avortement dans beaucoup d'entre eux.

Au Moyen-Orient, en Afrique, tout comme en Amérique et en Europe, les droits conquis des femmes sont bafoués, remis en cause par des religieux qui veulent imposer leur obscurantisme et leurs préjugés rétrogrades, leur haine des femmes à toute la société, avec des conséquences d'autant plus dramatiques pour elles lorsqu'ils sont au pouvoir.

Des femmes, de plus en plus nombreuses, sont contraintes de couvrir leur corps, de porter le voile, la perruque ou autre instrument de leur soumission, sont bafouées, violées, réduites à l'esclavage, niées... perdent leurs droits civiques, leurs droits à l'accès aux soins, à l'éducation... sont menacées d'un retour aux « *valeurs traditionnelles de la famille* » sous la pression réactionnaire des religions. Aucune religion ne peut exprimer une quelconque émancipation, même lorsqu'elle est prétendument la religion d'un peuple opprimé tant toutes les religions sont les ennemies des femmes, de leur corps et de leur liberté. La lutte contre l'oppression religieuse est fondamentale et partie intégrante de la lutte contre le patriarcat, pour l'émancipation.

Le mouvement des femmes, la force renaissante du mouvement ouvrier, a besoin pour se développer d'une théorie pour l'émancipation, le marxisme

Le mouvement de masse des femmes contre le patriarcat et toutes les oppressions, sexistes, sexuelles, racistes, religieuses qui a fait irruption sur la scène mondiale depuis une dizaine d'années s'inscrit pleinement dans la lutte sociale des opprimés contre l'aggravation de l'exploitation du capitalisme mondialisé et l'offensive idéologique des classes dominantes. Il est en cela une composante de la renaissance de la contestation de la domination capitaliste et de celle du mouvement ouvrier.

Les femmes défient leurs oppresseurs, leur morale, leur violence, libèrent leur parole et leurs corps, mais pour que leur mouvement s'unifie, se renforce, devienne un combat révolutionnaire armé de la conscience des évolutions en cours qui rendent nécessaire le combat pour le socialisme, il a besoin d'une perspective globale et d'une théorie pour son émancipation, le marxisme.

Portées par le mouvement ouvrier révolutionnaire, ces idées avaient trouvé leur réalisation concrète pour les femmes dans les premières mesures de l'État ouvrier, né en Russie de la révolution d'octobre 17, qui avaient libéré la femme du foyer en l'intégrant pleinement à la production socialisée, à la vie politique et en collectivisant toutes les tâches domestiques et d'éducation des enfants, en légalisant l'avortement et la contraception, en abolissant le mariage religieux. Ces conquêtes furent remises en cause par la contre-révolution bureaucratique stalinienne qui imposa son pouvoir et ses privilèges en ramenant « *le vieux fatras* », les anciennes valeurs bourgeoises, la sacrosainte famille, s'empressant de remettre les femmes sous le boisseau, d'interdire l'avortement. Partout, les partis communistes stalinisés s'alignèrent et imposèrent dans le mouvement ouvrier des conceptions rétrogrades. Le PCF se présentait alors comme le meilleur « *défenseur des familles françaises* », farouche partisan d'une politique nataliste, hostile à l'avortement et à la contraception y compris lorsque les droits des femmes à l'égalité, à disposer de leur corps, la séparation de la sexualité et de la procréation, étaient devenus un fait social établi du fait du combat des femmes et de la modernisation de la société.

Un nouveau féminisme matérialiste, se revendiquant du marxisme est né en rupture avec cette caricature dans les années 60-70 et de fait aussi en dehors du mouvement ouvrier. La théorie développée par Christine Delphy démontrait que le patriarcat, l'oppression des femmes trouvaient leur origine dans des causes matérielles liées à l'organisation de la société et non pas dans la nature dite spécifique des femmes. Mais elle analysait les rapports sociaux de sexe, c'est-à-dire le genre comme un rapport entre deux classes antagonistes, la classe des hommes et celle des femmes, faisant de l'homme « *l'ennemi principal* », et le mode de production domestique le cœur de la lutte des classes, devenue lutte entre les sexes.

Aujourd'hui, la théorie de la reproduction (*Féminisme pour les 99 %*. Un manifeste, de Cinzia Arruzza, Tithi Bhatlacharya et Nancy Fraser) décrit l'oppression des femmes comme la conséquence de leur place spécifique dans la production et la reproduction des travailleur.se.s. Le travail participe pour l'essentiel à la production des futur.e.s travailleur.se.s par la procréation et l'éducation des enfants ; il assure leur reproduction par le soin quotidien qui leur est apporté, tant en termes matériels (maison, nourriture, repos) qu'émotionnels (soins psychologiques, affection). Ce travail spécifique a été et demeure encore très majoritairement effectué par les femmes, et il constitue la base matérielle de la domination qui s'exerce sur elles. Cette théorie exprime le développement des luttes des femmes comme lutte sociale et politique dont témoigne la grève féministe internationale du 8 mars, portée depuis 2017 par le collectif argentin Ni Una Menos. Elle exprime le rôle de plus en plus grand des femmes dans les luttes non seulement pour leurs propres droits mais, de façon plus générale, dans celles des classes exploitées et opprimées dont elles sont pleinement partie prenante pour la défense des droits collectifs.

Le mouvement des femmes réconcilie aujourd'hui dans une même lutte de classe, la lutte contre l'exploitation capitaliste de tout.e.s les opprimé.e.s contre les formes spécifiques d'exploitation dont elles sont victimes et la lutte contre le patriarcat. Il s'inscrit dans la perspective d'une émancipation générale dont chaque mobilisation, chaque combat renforce la conscience collective des femmes qu'il faut en finir avec le capitalisme pour se libérer de toutes les oppressions et qu'en luttant pour leur propre émancipation, elles luttent pour l'émancipation de toutes et tous. Elle renforce surtout la conscience de leur place dans ce combat, de leur capacité à en être les principales animatrices, dirigeantes, contre les préjugés machistes qui affaiblissent nos luttes.

Le mouvement d'émancipation ne pourra réellement renaître sans que les femmes y conquièrent leur place dirigeante pour insuffler aux hommes la force de leur propre libération des préjugés de l'idéologie dominante. Les femmes cesseront d'être les prolétaires des hommes en prenant en main l'émancipation de toutes et tous.

Alors pourra se construire une société débarrassée de toutes les discriminations, les oppressions dans laquelle se réconcilieront hommes et femmes, dans laquelle chacun.e se réconciliera avec lui-même et avec la nature.

Christine Héraud